VIDÉOS

La scolarité des enfants : le problème caché des familles mobiles

Par
Catherine Doherty (Sociologue)

14 Novembre 2016

Quel est l'impact de la mobilité sur la fracture urbaine/rurale et quels facteurs peuvent influencer les décisions de mobilité des familles ? Catherine Doherty, maître de conférences à la Faculté d'éducation de l'université de Technologie du Queensland, revient sur deux études récentes qui éclairent d'un jour nouveau ces questions.

Comment les chercheurs qui étudient la mobilité peuvent-ils exploiter des études portant sur les familles qui bougent trop ou trop peu en Australie ? Entre grands espaces et faible densité de population, on pourrait penser que l'Australie est difficilement comparable aux pôles urbains de l'Europe, denses et connectés, qui ont inspiré le nouveau paradigme de la mobilité. Nous allons voir qu'il y a tout de même quelques leçons à en tirer. Sociologue de l'éducation dans le Queensland, en Australie, je voudrais revenir brièvement sur deux projets de recherche que nous avons menés avec mes collègues Wendy Patton et Paul Shield qui m'ont aidé dans ma réflexion. Les problèmes sociaux qui ont fait naître ces recherches sont d'une part la question des familles militaires hypermobiles ; les enfants subissent des déménagements à répétition, sans jamais choisir leur prochaine destination. Cela implique de nouvelles écoles dans différentes juridictions, et l'accumulation de problèmes pour l'enfant qui ne sont pas de son propre fait. Nous avons donc souvent été confrontés à des familles à haute motilité rencontrant des difficultés dans l'éducation de leurs enfants au terme d'une série de déménagements qui avaient fini par éroder leur motilité. Le second projet concerne les familles de la classe moyenne, peu mobiles et souvent absentes des communautés rurales isolées.

La famille comme nouvelle unité d'étude

La nature de ces deux problèmes de société nous a amenés à revoir notre approche non pas sous l'angle du seul militaire ou travailleur de classe moyenne, mais en prenant pour

unité d'étude la famille. Pour comprendre la mobilité des travailleurs, nous devions aborder la famille comme unité d'étude. Les familles, bien que le concept soit de plus en plus difficile à définir, sont régies par des relations uniques qui se caractérisent par une intersubjectivité forte et le besoin de concilier les projets de chacun de leurs membres. Dès lors qu'il n'y a plus d'intersubjectivité ou de réciprocité, la famille vole en éclats. L'approche de Margaret Archer sur le rôle de la réflexivité nous a amenés à étudier les accords intersubjectifs au sein des familles et les arbitrages nécessaires pour déterminer la préséance de tel projet à tel moment ou tel endroit. À chaque étape de leur parcours, les familles doivent revenir sur leurs décisions et renégocier pour aboutir à de nouveaux compromis. Nous nous sommes intéressés à ce point de bascule où le compromis a atteint sa limite, où les priorités doivent changer. Bien souvent, il est atteint lorsque les enfants accèdent au stade crucial des études secondaires et particulièrement des études supérieures. Quand on parle de mobilité familiale, la norme veut que l'on offre la plus grande stabilité à ses enfants, sans compromettre leurs progrès à l'école par des déménagements répétés ; nombre de familles sont donc réticentes à l'idée de se déplacer avec de jeunes enfants. Aussi, lorsque les familles font ce choix malgré tout, cela représente un moment empirique très intéressant et très révélateur, à la fois pour la mobilité et pour les familles. Ces moments où les familles décident de déménager – ce que nous appelons « bouger pour réussir » – révèlent ce travail conscient de la famille pour concilier les opportunités professionnelles et la stratégie scolaire dans toute décision de déménagement. Contrairement aux études menées en entreprise, qui n'accordent qu'une place secondaire à la question de l'éducation, notre approche prouve bien que les opportunités et l'éducation des enfants est une condition préalable à toute mobilité. Nous nous sommes également appuyés sur les travaux d'Ulrich Beck sur l'individualisation de la société et la société du risque pour mettre en lumière qu'il n'y a pas de modèle de réussite sociale et que le fait de bouger ne garantit en rien la réussite. Les familles sont seules pour évaluer les risques. D'un point de vue pratique, les entreprises ou les politiques gouvernementales qui ont intérêt à la mobilité de la main d'œuvre doivent commencer à envisager la famille dans sa globalité plutôt que de prendre en compte la seule mobilité du travailleur.

Nous avons aussi dû passer de la notion habituelle d'équilibre entre travail et vie privée à celle d'articulations entre le travail et l'éducation pour prendre en compte l'importance des projets scolaires. La réussite scolaire et l'obtention de diplômes jouent un rôle de plus en plus important dans notre « société de la connaissance » et dans les débouchés professionnels. Nous sommes tous pris dans une quête permanente pour obtenir et maintenir notre niveau de qualifications. Dans ce cadre, nous devions prendre en compte la marchandisation de l'éducation, conséquence de la métapolitique néolibérale, nous avons commencé à envisager les marchés de l'éducation comme donnant forme à

l'espace et au temps.

Les institutions sociales locales comme cadre structurant de la mobilité

J'en viens à mon deuxième point, à savoir la nature des institutions sociales locales au sein desquelles les travailleurs mobiles et leurs familles se déplacent, vivent et interagissent. Les familles de militaires, hypermobiles, doivent déménager sans préavis en moyenne tous les deux ans. Cela implique, dans chaque nouvelle commune, de chercher rapidement une nouvelle école, d'activer tous ses réseaux sur place pour obtenir le maximum d'information, puis de négocier avec l'école choisie pour obtenir une place adaptée au parcours et à l'âge de l'enfant. Ces familles, qui ne peuvent prétendre à la stabilité au sens où l'entendent la plupart des parents, préfèrent rechercher la « continuité », et mettent tout en œuvre pour assurer cette continuité à leurs enfants. Cependant, les récits de ces familles soulèvent plusieurs questions qui, selon les termes de Beck pourraient être considérées comme des « contradictions institutionnelles », auxquelles chacune a dû apporter ses propres solutions. En Australie, chaque État dispose de sa propre autorité en matière d'éducation, ce qui peut entraîner de l'un à l'autre des styles d'écriture différents, des partis pris pédagogiques et des systèmes d'évaluation différents, des limites d'âge différentes pour accéder à chaque niveau, et cela implique aussi – j'en ai le cœur serré – que si votre enfant souffre d'un handicap, il doit être réévalué dans chaque État pour pouvoir bénéficier de la structure la plus adaptée. En conséquence, chaque fois que les enfants de militaires entrent dans un nouvel État, ils subissent ou un décalage ou des répétitions dans leur scolarité, une expérience qui les poursuit tout au long de leur parcours et de leurs affectations. Ces contradictions institutionnelles sont ainsi responsables d'une accumulation de difficultés d'ordre personnel. Plus généralement, toutes ces familles sont confrontées à des interlocuteurs multiples, écoles, garderies, employeurs, organismes de protection sociale, agences immobilières, associations sportives – autrement dit, il y a beaucoup à faire pour « re-localiser » la vie d'une famille qui déménage. Ces institutions peuvent compliquer la perspective d'un déménagement pour ces familles qui doivent clôturer et ouvrir autant de services auprès d'elles. Ces récits nous ont donc poussés à mieux conceptualiser la nature des institutions sociales, leurs pratiques et leurs règles, afin de comprendre comment elles peuvent favoriser ou entraver les trajectoires des familles.

Viscosité : un concept complémentaire de la motilité

Nous nous sommes longtemps appuyés sur le concept de motilité développé par Kaufmann et alii, utile pour expliquer les dispositions, les ressources et l'apprentissage

nécessaires à tout déplacement . A l'usage, il nous est apparu que ce concept était étiré pour englober trop d'éléments distincts ; nous avons donc contenu le concept de motilité à la notion de « puissance d'agir », qui nous semblait plus clair. La motilité nous permet d'expliquer en quoi les agents sociaux contribuent à la mobilité, en termes de compétences, de ressources, d'accessibilité, de dispositions et d'aspirations. Puis nous lui avons adjoint le concept de viscosité – pour appréhender les conditions de possibilité issues du contexte structurel, qui peuvent soit favoriser soit contraindre le mouvement de l'individu. En un sens, l'idée de systèmes de mobilité de John Urry qui tente d'expliquer la part structurelle des mobilités , occupe une fonction similaire; mais la viscosité nous permet d'aborder les différents degrés de résistance ou de potentiel inhérents aux infrastructures sociales. Nous pouvons ainsi parler de viscosité élevée ou de faible viscosité, de même que de résistance ou de potentiel. Les structures de faible viscosité favorisent et légitiment la circulation des personnes – elles considèrent que ce mouvement est un phénomène normal, et leurs pratiques et leurs procédures vont dans ce sens. Les structures à viscosité élevée rendent cette circulation plus difficile ou plus onéreuse pour les populations mobiles qui y sont confrontées. Dans d'autres domaines scientifiques, telles que la physique et la biologie, les concepts jumeaux de motilité et de viscosité sont utilisés pour expliquer les conditions nécessaires à tout déplacement dans l'espace. De notre point de vue, la métaphore de la viscosité pourrait également aider les chercheurs qui étudient la mobilité à prendre en compte le soutien ou les entraves des institutions locales aux projets de mobilité. On parle notamment de délais d'attente, de conditions d'accès au logement, de l'obligation de se rendre sur place ou de mise à disposition de services en ligne. Ces pratiques révèlent à quel degré la mobilité est considérée comme normale ou aberrante dans les normes et procédures des institutions locales. Les écoles ont toujours été des lieux de passage, et pourtant elles ont tendance à privilégier la majorité la plus sédentaire – les enfants qui entrent et sortent de l'institution à des moments prévus et réguliers. Le traitement des populations mobiles par l'école consiste souvent à couler l'enfant dans le cadre existant, lequel a été conçu pour les familles stables. L'institution part du principe que l'enfant est là pour rester, sans anticiper le fait qu'il déménagera à nouveau le moment venu. Certaines écoles sont ainsi totalement imperméables ou aveugles aux problèmes générés par la manière dont elles traitent les familles mobiles lorsque celles-ci changent de cadre de vie. Grâce à la distinction analytique entre motilité et viscosité, on peut se demander comment viscosité et motilité interagissent. Autrement dit, la façon dont les déménagements précédents se sont déroulés contribue à l'apprentissage de la famille et à leur motilité future.

Des expériences de viscosité élevée peuvent, sur le long terme, éroder la motilité des individus. Les familles qui ont rencontré beaucoup de difficultés peuvent être tentées de renoncer, tandis qu'une expérience positive dans un environnement de faible viscosité

peut renforcer une famille dans sa motilité et l'encourager à se déplacer à nouveau. Haute viscosité ne signifie pas nécessairement problèmes. Certains apprécient que les choses aillent plus lentement, qu'il y ait davantage de résistance. Prenons la question du recrutement et de la fidélisation des professionnels, qu'Urry désigne par la métaphore du garde-chasse : dans un premier temps, on crée des conditions de faible viscosité ce qui favorise leur implantation ; puis, on augmente la viscosité, ce qui décourage leur départ. Disposer des deux concepts permet d'analyser ces deux dimensions séparément.

Les décisions familiales à l'origine et au cœur de la fracture urbain/rural

En troisième lieu, nous avons pensé comment les décisions précédant la mobilité ou l'immobilité des familles construisent et entretiennent la fracture urbain/rural. Les communautés rurales sont souvent perçues comme stables, profondément ancrées dans un environnement local. Mais cette vision du milieu rural ne tient pas compte du flux de professionnels qualifiés nécessaires au fonctionnement de services essentiels tels que l'éducation, la santé et la police. La main-d'œuvre qualifiée provient presque exclusivement, du moins en Australie, des grandes métropoles. Les collectivités plus petites doivent donc attirer cette classe moyenne mobile – et, pour cela, mieux vaut se montrer compétitif. L'Australie rurale connaît un mouvement de déclin lent mais continu des centres ruraux. Des carrefours autrefois dynamiques ont vu la classe moyenne disparaître, et avec eux la plupart des services. Une résidualisation qui a fait baisser les prix de l'immobilier et, dans le même temps, attiré une population plus dépendante, avec des besoins accrus en services sociaux. Nous avons donc une population avec davantage de besoins, mais moins de professionnels pour les couvrir. Ces communautés dépendent de la mobilité des professionnels qualifiés, or la mobilité de ces professionnels dépend des opportunités offertes à la famille – familles qui sont très exigeantes quant au moment et à l'endroit où elles vont bouger. Face à la réticence de ces professionnels à installer leur famille dans ces communautés aux services limités mais aux besoins importants est né un nouveau type de mobilité des travailleurs appelé « fly-in, fly-out », ou « drive in, drive out ». Généralement, la famille s'établit dans un centre plus important et le père fait la navette environ tous les quinze jours. Ce sont donc ces collectivités plus grandes qui l'emportent, au détriment des plus petites collectivités. Les décisions privées des familles de professionnels cherchant à maximiser leur réussite et leur choix de mobilité produit le problème public du sous-développement de collectivités isolées. L'analyse de la mobilité et de l'immobilité révèle la relation de concurrence spatiale entre ces deux types de territoires

Le marché de l'éducation concentre les mobilités au sein de l'espace urbain

Notre quatrième point concerne l'offre éducative et son impact sur le territoire, concentrant les mobilités au sein de l'espace urbain. Depuis plus de vingt ans, le marché mondial de l'éducation est soumis à une politique néolibérale de marchandisation, et ce de façon étonnamment uniforme dans tous les pays. Moyennant quoi, les parents sont activement encouragés à choisir un système pédagogique plutôt que de faire confiance à l'école locale. L'école locale ne fait donc plus figure de référence et les parents doivent choisir. Dans les pôles urbains, le tissu des institutions scolaires situées dans un rayon acceptable au quotidien est généralement dense et offre un large choix. À l'inverse, dans une communauté rurale ou isolée, vous seriez chanceux de trouver la petite école publique, et, éventuellement, une petite école catholique de paroisse. Ce sont vos seules options. Ce contraste entraîne de grandes disparités territoriales, qui influencent en retour les familles. La réputation des établissements et la densité de l'offre éducative sont devenues de véritables critères de sélection lorsque les familles se posent la question de la mobilité. Toutes les études portant sur l'implication des parents dans le choix d'une école ont mis en évidence le stress de la classe moyenne, et leur connaissance aigüe du marché de l'éducation pour offrir les meilleures chances à leurs enfants. Cette tranche de population doit ses avantages à ses diplômes et qualifications. Des atouts qui ne peuvent se transmettre comme on lègue une entreprise ou une exploitation agricole. De quoi inciter les travailleurs à mettre tout en œuvre pour protéger et optimiser la réussite scolaire de leurs enfants. Ce qui explique également leur réticence à renoncer à l'offre diversifiée des pôles urbains. Nous avons interrogé des parents en début de carrière implantés dans des zones rurales et isolées : tous ont déjà prévu dans le détail leur retour à la ville. Ils ont déjà fait plusieurs inscriptions, moyennant de lourds acomptes à la clé, et ont une idée très précise de l'endroit où ils souhaitent revenir – principalement choisi en fonction de l'offre éducative disponible. Les quelques parents que nous avons pu rencontrer dans ces communautés rurales n'était que là que pour accomplir un circuit soigneusement circonscrit – circonscrit tant dans l'espace que dans le temps.

Les familles mobiles face aux difficultés d'accès à l'éducation

Le climat de compétition qui règne sur le marché de l'éducation a généré des pratiques de marché résistantes ou visqueuses, à savoir des listes d'attente, des frais de réservation et des zones d'immobilité. Toutes ces pratiques sont fortement visqueuses, selon le terme défini plus haut, parce qu'elles incitent à et récompensent la sédentarité. Savoir où sera établie la famille sur le long terme devient un atout et un privilège invisible. Il devient d'autant plus difficile pour les familles mobiles d'accéder à ces marchés et de rentrer dans la compétition. Les familles nombreuses qui tentent de réintégrer le marché urbain sont

confrontées à d'innombrables obstacles pour inscrire tous leurs enfants dans l'école de leur choix. Le simple fait de se poser la question : « Si nous décidons d'aller à tel ou tel endroit, comment fait-on pour en revenir ? » peut dissuader les familles qui envisagent un déménagement. Et c'est ainsi que l'immobilité devient une stratégie de gestion du risque à part entière. Nous avançons donc que les marchés éducatifs agissent comme des pôles magnétiques qui retiennent ou entravent la classe moyenne.

Diplômes : quand l'infrastructure sociale organise la mobilité

En dernier lieu, nous allons voir en quoi le système des diplômes devrait être traité comme un véritable système de mobilité. Les chercheurs qui étudient la mobilité s'intéressent avant tout aux aéroports, réseaux logistiques, ports, réseaux ferroviaires, alors que d'autres éléments au sein de l'infrastructure sociale, moins matériels, peuvent également favoriser la mobilité. Nos recherches nous ont montré que la multiplication des diplômes, les accréditations professionnelles et les systèmes d'équivalences internationales permettent de délocaliser sans problème le statut et les compétences – aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. Le capital éducatif, qui dissocie connaissances et apprentissage issue de l'expérience, permet aux diplômes de s'exporter tels des objets précieux, sans perdre de leur pertinence ou de leur valeur. L'enjeu aujourd'hui est de parvenir à une répartition équitable de ce capital éducatif à travers les territoires.

En conclusion, je rappellerai en quoi notre recherche a contribué à élargir le champ des études de la mobilité. Tout d'abord, une approche sociale plus fine, qui prend la famille comme unité d'étude pour comprendre la mobilité des travailleurs. D'autre part, l'introduction du concept de viscosité, propre à distinguer les conditions de possibilités structurelles de ce que les agents motiles apportent à la réalisation de leur mobilité. Troisièmement, une meilleure compréhension des mobilités et des immobilités qui construisent et entretiennent la fracture rural/urbain. Quatrièmement, une analyse de la viscosité du marché de l'éducation, qui organise la vie des familles et, en particulier, celles de la classe moyenne. Enfin, l'exemple du système des diplômes, entendu comme système de mobilité qui agit non pas sur le territoire mais au cœur même de l'infrastructure sociale.

- Archer, M., Making Our Way Through the World: Human Reflexivity and Social Mobility. Cambridge: Cambridge University Press, 2007)
- Beck, U., La Société du risque, Sur la voie d'une autre modernité, Aubier, 2001
- Beck, U., & Beck-Gernsheim, E., The Normal Chaos of Love, Cambridge : Polity Press, 1995

1993

- Kaufmann, V., Bergman, M., & Joye, D., "Motility: Mobility as Capital", International Journal of Urban and Regional Research, 28(4), 745-756, 2004
- Urry, J., Sociologie des mobilités : Une nouvelle frontière pour la sociologie ?, - Armand Colin, 2005

Thématiques associées :

MODES DE VIE

THÉORIES

Pour citer cette publication :

Catherine Doherty (14 Novembre 2016), « La scolarité des enfants : le problème caché des familles mobiles », Préparer la transition mobilitaire. Consulté le 20 Mai 2024, URL: https://forumviesmobiles.org/videos/3357/la-scolarite-des-enfants-le-probleme-cache-des-familles-mobiles

---

Les Vidéos du Forum Vies Mobiles sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 France.
Les autorisations au-delà du champ de cette licence peuvent être obtenues en nous contactant via ce formulaire de contact.

[1] http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/
[2] http://forumviesmobiles.org
[3] http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/
[4] http://fr.fvm.localhost/modal_forms/nojs/contact